

---

## Droits du Proche-Orient ancien

Sophie Démare-Lafont

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/2151>

DOI : 10.4000/ashp.2151

ISSN : 1969-6310

### Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 12-15

ISSN : 0766-0677

### Référence électronique

Sophie Démare-Lafont, « Droits du Proche-Orient ancien », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 149 | 2018, mis en ligne le 05 juillet 2018, consulté le 08 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/2151> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.2151>

---

Tous droits réservés : EPHE

## DROITS DU PROCHE-ORIENT ANCIEN

Directeur d'études : M<sup>me</sup> Sophie DÉMARE-LAFONT

Programme de l'année 2016-2017 : I. *Le Code de Hammurabi* (suite). — II. *Les textes juridiques de Suse*.

La conférence a été consacrée d'une part à la poursuite de la lecture du Code de Hammurabi (§ 120-136) et d'autre part à l'analyse des documents paléo-babyloniens de Suse, en particulier les donations royales et les actes contenant le terme *kidien/kidinnu*.

S'agissant du Code de Hammurabi, on a d'abord examiné la séquence des § 120-125, traitant de la difficile question du dépôt. Le Code commence par exposer aux § 120-124 divers cas de dépôt irrégulier, c'est-à-dire portant sur des choses de genre (grain, or, argent). Le § 120 envisage le cas où le propriétaire d'un entrepôt a pris pour lui-même le grain déposé chez lui par un tiers ou a nié avoir reçu le grain ou la quantité alléguée par le déposant. Celui-ci doit établir le dépôt (ou la quantité déposée) par un serment divin pour obtenir une indemnisation au double, ce qui laisse supposer la mauvaise foi du propriétaire qui a voulu escroquer celui auquel il prétendait rendre un service d'ami (donc gratuit). Inversement, le paragraphe suivant (§ 121) fixe la taux annuel du loyer à payer pour le stockage du grain chez un particulier.

Les § 122-123 précisent les modalités requises pour valider un dépôt irrégulier (*maššartum*), qui doit être préalablement présenté à des témoins qui constateront la nature et la quantité de biens remis au dépositaire, après quoi un contrat sera dressé et les biens seront remis en dépôt (§ 122). Sans témoins ni contrat, les éventuelles contestations ne pourront être présentées devant un juge (§ 123). Le dépositaire qui a contracté dans les formes et qui élève une contestation contre le déposant (portant sans doute sur la quantité déposée) est convaincu par la déposition des témoins qui ont constaté le dépôt et doit payer le double du montant qu'il a contesté (§ 124). À la différence du § 7 du Code, qui punit de mort l'individu qui reçoit un dépôt des mains d'un fils de famille ou d'un esclave, les § 123-124 ne présument pas la mauvaise foi des parties c'est pourquoi aucune peine de sang n'est prévue.

Deux documents ont été étudiés pour illustrer ces situations évoquées par le Code : tout d'abord la lettre AbB 10 53, malheureusement sans adresse, par laquelle l'expéditeur demande au destinataire de ne pas utiliser l'orge entreposé dans la maison d'un particulier sans l'autorisation d'un personnage dont la fonction n'est pas précisée ; ensuite, BE 6/1 103, un procès concernant les conséquences d'un édit de *mīšarum* sur la restitution d'orge qu'un individu avait remis en dépôt à un tiers.

Le § 125 envisage le vol de l'objet déposé chez un particulier, lequel doit compenser la totalité du dommage. Sa responsabilité est engagée en raison de la négligence dont il a fait preuve, alors même qu'il a subi lui aussi un préjudice du fait du vol de ses propres biens.

Le paragraphe suivant (§ 126) envisage un cas voisin, qui sert de conclusion à l'ensemble de cette séquence. Il y est question de la perte prétendue d'un objet

appartenant à un individu de mauvaise foi, qui accuse à tort son quartier ce qui laisse supposer qu'il avait été mis en dépôt dans un entrepôt public. C'est le quartier qui rapporte la preuve contraire devant la divinité, sans doute par un serment des habitants – ou de certains d'entre eux agissant au nom de tous les autres – qui aboutit à une amende du double payée au quartier.

S'ouvre ensuite une longue séquence consacrée au droit de la famille, qui couvre les § 127-195. Elle se décompose en cinq ensembles thématiques : les rapports entre époux (§ 127-153), l'inceste (§ 154-158), les aspects patrimoniaux (§ 159-184), la filiation adoptive (§ 185-194) et pour finir une disposition sur les voies de fait du fils sur son père (§ 195), servant d'articulation avec la séquence suivante consacrée plus généralement aux coups et blessures. À l'intérieur de ces cinq ensembles, les questions de droit civil et de droit pénal sont mélangées, l'inceste faisant seul l'objet d'un traitement spécifique.

L'examen des rapports entre époux a permis de lire et commenter les § 127-137. Le § 127 traite de l'accusation calomnieuse d'adultère contre une femme mariée ou une prêtresse, qui donne lieu à une peine de bastonnade exécutée « devant les juges », et une réduction en servitude indiquée par une référence à la coiffure particulière portée par les esclaves, dont la moitié de la tête était rasée. Le § 128 impose l'existence d'un contrat, dont on ignore s'il est écrit ou oral, pour que la femme puisse obtenir le statut d'épouse. Le § 129 évoque le flagrant délit d'adultère, passible de la noyade pour les deux partenaires ligotés (sans doute par le mari et ses témoins), à moins que le « maître de l'épouse » (*bēl aššatim*) ne pardonne à sa femme ce qui entraîne la grâce automatique de l'amant. L'expression *bēl aššatim* se retrouve ailleurs dans le Code (e.g. § 161) pour désigner l'homme qui dispose de certains droits matrimoniaux sans être pour autant un mari, ce qui laisserait supposer en l'occurrence que le conjoint a répudié sa femme au cours du procès qu'il a intenté à la place de l'exécution sommaire des coupables. L'enchaînement des § 128-129 semble indiquer que la définition juridique de l'épouse sert de corollaire à la qualification de l'adultère. On retrouve un procédé similaire au § 28 des Lois d'Eshnunna, quoique sous une forme plus condensée : après avoir souligné que le contrat et le banquet nuptial font de la femme une épouse, le texte poursuit en indiquant qu'elle sera tuée en cas de flagrant délit d'adultère.

Le § 130 aborde le cas inverse du viol, en apportant cependant deux précisions à l'égard de l'épouse : elle est vierge et elle réside dans la maison de son père. Il faut voir dans ces deux éléments une sorte de commentaire à la condition d'épouse telle que définie au § 128 : quand bien même le mariage n'aurait pas été consommé ni la vie commune entamée, l'existence du contrat donne à la femme le statut d'épouse et le viol qu'elle subit ne peut donner lieu à un mariage réparateur. Le coupable est donc mis à mort, et lui seul puisqu'il y a eu contrainte, qualifiée par le verbe *kubbulum* « immobiliser », ce qui semble inclure tous les moyens physiques ou psychologiques auxquels le violeur a pu recourir.

Les deux paragraphes suivants traitent de l'accusation d'adultère, émanant soit du mari (§ 131) soit de la rumeur publique (§ 132). Dans le premier cas, la femme se disculpe par serment et rentre dans « sa » maison, c'est-à-dire ses propres appartements à l'intérieur du domicile conjugal, plutôt que chez son père (Finet). La suspicion

d'adultère paraît en effet légitime aux yeux du législateur, et ne semble pas être une cause de divorce. Lorsque l'accusation est portée par la rumeur publique, une procédure est engagée, sans doute par le mari puisque c'est pour lui que l'épouse subit l'ordalie fluviale (l. 4, *ana mutiša* « pour son mari »). Les deux accusations sont donc envisagées du point de vue du mari, tantôt jaloux tantôt déshonoré par la *vox populi* ; corrélativement, les moyens offerts à l'épouse pour se disculper sont plus ou moins favorables.

À partir du § 133, plusieurs situations se rapportant à la rupture du lien matrimonial sont présentées. Seuls les § 133-136 ont été étudiés, la suite ayant été reportée à l'année prochaine.

Cette séquence du Code se rapporte à l'absence du mari, qu'elle soit involontaire (§ 133-135) ou volontaire (§ 136). La même alternative figure dans les Lois d'Eshnunna, là encore sous une forme plus ramassée mais avec des solutions similaires (§ 29-30). L'absence involontaire est évoquée à travers le cas du captif, qu'il s'agisse du prisonnier de guerre ou de l'individu capturé au cours d'un déplacement. Le principe est que l'épouse qui a de quoi subsister doit attendre le retour de son mari et ne pas « entrer dans la maison d'un autre » (§ 133). Le texte désigne ainsi un concubinage, une relation de fait qui serait assimilée à un adultère, comme le montre la sanction encourue par l'épouse, qui est condamnée à la noyade. Si en revanche l'épouse n'a aucun revenu, elle est autorisée à devenir la concubine d'un autre homme (§ 134), lequel n'est pas désigné comme « mari ». Le mariage avec l'absent est en effet maintenu, et il reprend automatiquement à son retour, même s'il y a des enfants du second lit (§ 135). Ceux-ci hériteront de leur propre père, ce qui pourrait signifier qu'ils ne suivent pas leur mère. On relèvera l'emploi, unique dans les sources législatives, du terme *hāwirum* litt. « choisi » pour désigner le mari (l. 52) chez qui l'épouse doit revenir. Cette expression veut peut-être traduire l'idée que le lien matrimonial a été très relâché par l'absence prolongée de l'époux, à moins qu'elle ne soit utilisée pour marquer la légitimité de celui qui a été choisi initialement, par opposition au concubin qui n'était qu'une solution transitoire imposée par la nécessité.

L'absence volontaire fait l'objet du § 136, qui décrit un homme qui rejette sa ville et s'enfuit. La condition de ressources n'est pas invoquée dans ce cas pour justifier le concubinage de l'épouse, sans doute parce que le départ est considéré comme définitif. Pour autant, le mariage n'est pas dissout *ipso facto* : si le mari revient et revendique son épouse, elle n'est pas tenue de retourner chez lui. Il est difficile de savoir si le divorce est automatique dans ce cas, en raison de la faute « politique » du mari, ou seulement laissé à l'appréciation de la femme, qui pourra invoquer ce motif.

La seconde partie de l'année a porté sur les textes paléo-babyloniens de Suse. Une étude préliminaire conjointe a été menée avec M<sup>me</sup> Florence Malbran, directrice de recherche émérite au CNRS, à l'occasion d'une communication à deux voix donnée en septembre 2016 au 70<sup>e</sup> colloque de la Société internationale d'histoire des droits de l'Antiquité, qui s'est tenu à Paris. Cette première approche a permis de dresser une typologie des clauses contractuelles, en particulier des clauses pénales, dont l'interprétation a fait l'objet d'un approfondissement au cours des conférences de l'EPHE.

Ce sont d'abord quelques donations royales (MDP 282, 283, 284) qui ont retenu notre attention. Il s'agit de privilèges (*kubussûm*) accordés ou renouvelés par le roi à

des particuliers, dont les domaines fonciers (incluant terres, outils, troupeaux et personnes) sont exemptés de taxes et de service réquisitionné. Les actes comportent à la fin une formule de malédiction à l'encontre des rois futurs qui ne respecteraient pas cette exemption. On a ensuite lu plusieurs donations faites par des particuliers en faveur d'une femme de leur entourage (fille, épouse, mère). Certains actes s'analysent comme des donations à cause de mort (MDP 138, qui pourrait être aussi un testament ; MDP 285, 374, 381-382, 403, 404, 405), d'autres comme des douaires (MDP 131, 378, 379, 380). Là encore, ce sont surtout les clauses pénales qui ont été commentées. On a également repris rapidement le texte MDP 288 concernant un enfant laissé « dans son eau et dans son sang » (*ina mēšu u damīšu*), expression qui a été souvent rapprochée de la forme *ina mēšu* figurant dans plusieurs sources paléo-babyloniennes (§ 185 CH, YOS 12 331, CT 52 103) alors qu'elle pourrait avoir un sens différent (cf. S. Démare-Lafont, « L'évangile au risque de l'assyriologie », dans C. Blanchard et F. Gasnier éd., *Aux confins du droit. Mélanges Xavier Martin*, Poitiers, 2016, p. 119-128, spécial. p. 126-128).

De plus longs développements ont été consacrés aux occurrences du terme *kidien/kidinnu*, qui figure dans la clause pénale de nombreux actes de la pratique (partages successoraux : MDP 8, 9, 10, 335-337 ; ventes foncières : MDP 217 ; prêts commerciaux : MDP 426 ; adoption : MDP 286) et dans quelques procès (MDP 390, 391). A titre de comparaison, on a également étudié des documents de partage successoral (MDP 12-13, 21), un procès (MDP 161) et un prêt commercial (MDP 270) dans lesquels le terme n'apparaît pas.